

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/THA/3

G/SCM/Q1/THA/3

10 avril 1997

(97-1522)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions de la COMMUNAUTE EUROPEENNE à la THAILANDE¹

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 avril 1997.

Q.1 Pourquoi l'alinéa 2 de l'article 6.3 de la notification, portant sur le calcul de la valeur normale effectué sur la base des coûts de production, ne contient-il aucune des indications précises concernant la répartition des frais énoncées à l'article 2.2.1.1 de l'Accord de l'OMC?

Q.2 La Thaïlande pourrait-elle donner des précisions sur les règles et procédures relatives à l'échantillonnage qui peuvent être utilisées pour la détermination des marges de dumping?

Q.3 La règle du "droit moindre" prévue à l'alinéa 3 de l'article 12.2 de la notification sera-t-elle appliquée de manière systématique, ou est-il vraisemblable que le recours à cette disposition sera limité?

Q.4 L'article 15.2 de la notification fixe clairement à un an le délai à respecter avant de procéder à une enquête en réexamen. Existe-t-il une disposition similaire qui soit conforme à l'Accord de l'OMC eu égard au délai fixé pour l'achèvement de nouvelles enquêtes?

¹G/ADP/N/1/THA/3-G/SCM/N/1/THA/3.